**EDITORIAL INFORME ABONG – 04/2015**

**Forum Social Mondial 2015 : entre succès et ambigüités**

Tunis a dit au revoir le 28 mars à la 10ème édition du Forum Social Mondial (FSM). La capitale de la Tunisie est devenue, avec Porto Alegre, l’autre grand territoire d’identité du FSM, en accueillant une fois de plus l’édition mondiale de cet événement. La réalisation de cette édition du FSM 2015, dont le thème était « Dignité, droits », s’est tenue dans des conditions adverses inattendues, qui ont bouleversé une partie des orientations et des attentes liées à l’événement et ont imposé des décisions et des mesures de la part des organisateurs et des organisations et mouvements participants.

**L’ouverture du FSM 2015 dans le contexte politique tunisien après l’attentat**

Le premier fait inattendu a été d’ordre politique : le 18 mars, six jours avant le début de l’événement, le pays et le monde ont été surpris par un attentat dans le célèbre Musée du Bardo, situé près du Parlement tunisien. 24 personnes ont été sauvagement assassinées, 45 ont été blessées, la plupart des touristes de diverses nationalités et régions du monde. « Les sangs des peuples ont été mêlés », ont déclaré les dirigeants du Forum Tunisien de Droits Économiques et Sociaux (FDTDES), qui coordonne l’organisation de l’événement. Le FSM 2015 n’a pas été annulé et la confirmation de la participation de la plupart des délégations a sonné comme un appui apporté au peuple tunisien dans sa lutte contre les forces conservatrices et antidémocratiques. Pendant toute la période de l’événement, les participants des autres régions du monde ont entendu les tunisiens et les tunisiennes dans la ville répéter infatigablement : « Vous êtes les bienvenus ! » et « Votre présence est importante pour le peuple tunisien ! ».

L’attentat du 18 mars a été unanimement condamné par les politiciens et la société locale et reconnu comme une menace directe visant les institutions démocratiques en construction en Tunisie. Ce petit pays de 11 millions d’habitants a été le berceau d’un processus révolutionnaire qui a commencé début 2011. Appelé « Printemps arabe » il s’est répandu dans neuf pays du Maghreb et du Mashreq, du Nord de l’Afrique et du Moyen Orient et a fait tomber quatre dictatures. En mars 2015, quatre ans plus tard, la Tunisie est le seul de ces pays engagé dans le renforcement de la démocratie.

L’attentat du Musée du Bardo peut avoir aussi d’autres implications importantes pour la population tunisienne. On craint une diminution du tourisme, l’un des principaux secteurs de l’économie nationale. Dans les politiques de sécurité nationale, le combat contre le terrorisme, au nom de la défense de la démocratie, court le risque de se traduire par la restriction des libertés individuelles. Dans la sphère de politique internationale, l’attentat a été amplement divulgué par les grands médias du monde, et s’est produit deux mois et demi après l’attentat au siège du journal *Charlie Hebdo*, à Paris, replaçant au centre du débat les politiques de combat contre le terrorisme des groupes extrémistes islamistes. Une marche a été annoncée et réalisée le 29 mars par le gouvernement tunisien, un jour après la clôture du FSM, avec la participation de différents chefs d’État, notamment européens.

Toute cette conjoncture a frappé de plein fouet l’organisation et l’ouverture du FSM. Comme on pouvait s’y attendre, la sécurité a été bien renforcée dans les principaux espaces de circulation des participants du FSM, près des hôtels et hébergements, dans les rues et sur les places. Des orientations ont été communiquées aux diverses délégations. Lors de l’accès au campus de l’université El Manar, siège central de l’événement, il fallait passer par un détecteur de métal et ouvrir les sacs. Une mesure probablement nécessaire mais pour le moins surprenante dans un espace comme celui du FSM où l’on discute par exemple de la mobilité et de la suppression des frontières.

Mais la principale conséquence de l’attentat pour le FSM a été de nature politique. L’ouverture de l’événement avec le débat dans la société tunisienne et dans les médias locaux sur la signification du FSM est tombée dans le piège de la lutte contre le terrorisme. Le parcours de la Marche d’ouverture a été modifié. Le lieu de rencontre a été transféré à un autre endroit (la porte Bab Saadoun) de façon à arriver au Musée du Bardo, lieu symbolique idéal pour exprimer la solidarité des peuples du monde. Des visions divergentes sur la signification de la marche ont opposé d’un côté le collectif d’organisation qui a coordonné l’envoi de la délégation brésilienne comme d’autres organisations et mouvements du Conseil International (CI) et de l’autre la coordination du comité d’organisation local, qui a divulgué de manière précipitée des informations ciblant exclusivement la lutte contre le terrorisme.

Dans la conférence de presse de l’ouverture du FSM, le 23 mars, l’Abong, la Centrale Unique des Travailleurs (CUT) et l’Union brésilienne de femmes (UBM), qui ont représenté la délégation brésilienne auprès des organisations du comité organisateur, ont explicité de façon incisive le thème de la marche : « Des peuples unis pour la liberté, l’égalité, la justice sociale et la paix, en solidarité avec les victimes du terrorisme et de toutes les formes d’oppression ». Mais les médias locaux qui avaient reçu des informations tronquées n’ont pas modifié leur compréhension. Dans une interview à la TV tunisienne, on a demandé à un représentant de l’Abong : « quel est votre message, et celui des peuples ici réunis, aux terroristes ? »

**Le FSM 2015 et la délégation brésilienne**

L’erreur politique de la marche aurait pu être plus grave s’il ne s’était pas produit un autre événement inattendu : une forte pluie qui s’est abattue sur l’ouverture du FSM. Conséquence du changement climatique, des insatisfactions d’Iansã, de Saint Pierre, d’Allah ou simplement du hasard du temps, la marche en a été implacablement affectée. Sous des trombes d’eau, quelques milliers de participants ont défilé, les représentations algériennes étant particulièrement bien représentées. Il n’y a pas eu d’estrade officielle mais beaucoup de slogans et la foule s’est dispersée. Différemment du FSM 2013, la marche n’a pas été un moment significatif pour procéder à l’ouverture de l’événement.

Les activités du FSM ont réellement commencé sur le campus de l’Université El Manar le jour suivant (25). De très longues files d’attente se sont formées pour l’accréditation. Retards, difficultés pour l’orientation des participants et désorganisation n’ont pas manqué, mais ce qui s’est imposé c’est la diversité des peuples et des causes défendues.

Le campus était divisé en grands espaces thématiques : le carrefour de la citoyenneté, où prédominaient les débats du pays sur le processus de transition ; un espace destiné à l’autodétermination des peuples, spécialement pour les peuples palestinien et sahraoui ; le quartier planète qui traitait des questions environnementales, comme l’accès à l’eau et la préparation de la COP21, qui aura lieu à Paris à la fin de l’année ; la Place de la Justice sociale où étaient discutées les questions de droits de l’homme ; le quartier de l’Égalité, de la Dignité et des Droits, qui réunissait, entre autres, des personnes handicapées, des migrants, des femmes, des LGBT et les peuples traditionnels ; et enfin la Place de l’Économie et des Alternatives.

En tout, près de 45.000 personnes et 4.400 organisations et mouvements de 122 pays s’étaient donnés rendez-vous. La plupart d’Afrique du Nord et du Moyen Orient, mais aussi d’Europe, de différents pays africains et d’autres régions du monde. Le nombre de personne était inférieur à celui qu’on attendait (avant l’attentat 60.000 personnes étaient attendues), mais n’en était pas moins expressif. Plus de 1.000 activités autogérées se sont produites pendant tout l’événement.

La délégation brésilienne, la plus importante d’Amérique latine, s’est fait remarquer par sa diversité. Près de 200 personnes de plus de 100 organisations et mouvements de tout le Brésil ont représenté les segments les plus divers : mouvements noirs, jeunes, femmes, personnes handicapées, réforme agraire, santé, éducation, centrales syndicales, mouvements culturels, droits à la ville, justice environnementale, justice de transition, LGBT, peuples traditionnels, démocratisation de la communication, économie solidaire, parmi d’autres.

La participation de la délégation brésilienne a été le résultat d’un projet collectif de niveau national : un processus participatif a conduit à la réalisation de différents événements de mobilisation au cours des deux dernières années, parmi lesquels un séminaire international de préparation Vers Tunis en janvier dernier, à Salvador, et un processus public de sélection de représentants d’organisations. Parallèlement, dans différents États des organisations se sont articulées entre elles, comme à Bahia (où une partie de la délégation a reçu l’appui du Gouvernement de l’État), Rio Grande do Norte, Rio Grande do Sul, São Paulo et Amazonas. Coordonné par sept organisations (Abong, Ciranda, CUT, Flacso, Geledés, Instituto Paulo Freire (IPF) et UBM) et sous l’égide de l’Abong, le projet national a reçu l’appui de la Petrobras et celui du Secrétariat Général de la Présidence.

Dans l’espace du FSM, le chapiteau Casa Brasil était un lieu de référence et de rencontres. Les organisations brésiliennes ont proposé un ensemble de débats sur des sujets d’intérêt commun, en partenariat avec d’autres acteurs internationaux de la société civile et avec des représentants gouvernementaux brésiliens. D’une manière générale, les tables rondes sur la participation sociale et populaire, les expériences et les modèles démocratiques, l’Agenda de l’Après 2015, la lutte contre le racisme et la démocratisation de la communication ont été de grande qualité. Soulignons aussi la réception de la délégation brésilienne à l’Ambassade du Brésil le 26 au soir, avec la présence de représentants des gouvernements fédéral, de l’État de São Paulo et de l’État de Bahia, parmi d’autres.

Il est à noter que la délégation brésilienne a organisé une mission humanitaire en Palestine, tout de suite après le FSM, pour évaluer les abus commis dans le domaine du non-respect des droits de l’homme et pour manifester sa solidarité à la population locale.

**La nécessité de la réinvention du FSM**

Il est encore trop tôt pour faire un bilan du FSM 2015. Différemment du FSM 2013 quand il y a eu une unanimité presque totale sur le succès de l’événement, les opinions des participants sur le FSM 2015 sont les plus diverses. Il y a autant de regards que de personnes et de mouvements participants, chacun examinant d’un lieu spécifique, avec sa vision propre qui répond à un certain type d’attentes.

Quelques personnes soulignent dans l’événement le renforcement de l’expression de luttes, comme celle du mouvement LGBT, qui a réalisé pour la première fois dans le pays une marche sur ce thème, ou la lutte contre le racisme qui est devenu une question fondamentale dans la dynamique du FSM et dans les questions de droits de l’homme en Tunisie. Les mouvements de chômeurs de la région ont aussi réussi à créer et à lancer le Réseau mondial de lutte contre le chômage et le travail précaire et ont sollicité l’adhésion d’autres organisations du reste du monde.

Par rapport à la présence brésilienne, les premiers éléments d’analyse recueillis lors des réunions de la délégation brésilienne et de son collectif de facilitation à la fin du FSM ont révélé une évaluation globalement positive au sujet de l’événement, de la participation brésilienne, de la conduite du projet de mobilisation, en raison de son caractère transparent et démocratique, qui a permis une composition plurielle de la délégation ou encore des partenariats établis entre les organisations et avec les partenaires qui nous ont appuyé. Notre présence à Tunis a rendu possible des espaces de formation sociale et politique, des échanges et des réseautages, au niveau national et international, dans les domaines les plus divers.

Cependant, les critiques ont été aussi plus fréquentes que lors de l’édition 2013. La jeunesse tunisienne, par exemple, a perdu une partie de son enthousiasme post révolutionnaire qui a caractérisé le FSM précédent, laissant place à un certain scepticisme à l’égard du processus démocratique en cours dans le pays, après la victoire aux élections, à la fin de l’an dernier, d’un parti de coalition dominé par les libéraux. La préoccupation à l’égard de la situation sociale et politique dans la région touche une grande partie des organisations du monde arabe face aux situations de guerre civile, de militarisation des régimes ou encore face aux groupes extrémistes antidémocratiques. Certains n’ont pas réussi à rallumer lors du FSM la flamme de l’utopie et de l’espoir d’un monde meilleur.

Nous ne savons pas non plus jusqu’à quel point les nouveaux mouvements, qui ont été à l’origine des soulèvements populaires dans diverses parties du monde depuis le début de la décennie, ont réussi à créer des liens avec les mouvements plus traditionnels, y compris dans la région. C’est ainsi que sont apparus des conflits entre quelques mouvements algériens et d’autres de la Tunisie et du Maroc, et aussi une grève des bénévoles en plein milieu de l’événement, qui a mobilisé des centaines de jeunes de toute la Tunisie. Ce qui a révélé le manque de bonnes conditions pour réaliser le travail et mener à bien l’événement.

Il est encore trop tôt pour affirmer que le FSM 2015 a été capable de dessiner une stratégie articulée de dépassement du capitalisme et d’apporter des réponses viables à la crise de civilisation que l’humanité traverse. D’une façon générale, la convergence des luttes sur des agendas communs reste le grand défi du FSM : le moment final de convergence des convergences, comme dans les éditions précédentes de l’événement, n’a pas été un succès. Le résultat de toutes les assemblées de convergence n’est pas encore disponible et doit nous aider à mieux répondre à ce questionnement, principal objectif du FSM dans l’actuelle conjoncture.

L’articulation des luttes et les convergences sur des agendas communs faisaient partie des principaux défis de cette édition et gardent leur centralité au niveau planétaire, comme aussi dans les sphères régionales et nationales. Pour ce qui est de la délégation brésilienne sa participation a été diversifiée, mais d’un autre côté elle était dispersée. Les organisations et les mouvements brésiliens se trouvent, eux aussi, face au défi d’une articulation plus globale. En ce sens le Brésil a mis en route une dynamique d’articulation entre les organisations autour du FSM qui mérite d’être pérennisée : elle peut aider au-delà des frontières à indiquer des chemins pour le processus du FSM lui-même.

Au cœur de ces indéfinitions et ambiguïtés il est possible d’affirmer que le FSM, pour le moins, connaît des difficultés d’ordre politique et méthodologique. Le FSM court le risque de devenir une grande foire de réflexion, coordonnée par quelques organisations éloignées de la réalité et des actions des mouvements de base. Et les ONG, considérées à tort comme un seul bloc, se trouvent au cœur des plaintes au sujet de la gouvernance du processus du FSM.

Lors de la réunion du Conseil international qui s’est tenue les deux jours suivant l’événement, plusieurs jeunes ont crié : « vous vous comportez comme un gouvernement ! » ou encore « vous ne nous représentez pas ! ». Ces affirmations confirment la nécessité d’une nouvelle gouvernance du processus du FSM et une réinvention de la façon de faire de la politique. La décision du CI de confirmer la réalisation de la prochaine édition mondiale de l’événement dans la ville de Montréal, au Québec (Canada), en août 2016, peut nous aider en ce sens : ce qui répond à une initiative des mouvements de jeunes de ce pays, qui, de même qu’en Tunisie et au Brésil, laissent transparaître une nouvelle culture politique.